

Ainsi, ceux qui avaient combattu l'insurrection armée et la prise du pouvoir comme une aventure intervinrent après la victoire de l'insurrection pour faire restituer le pouvoir aux partis auxquels le prolétariat l'avait enlevé. Pour quelle raison le parti bolchevik victorieux devait-il rendre le pouvoir — car il s'agissait bien d'une restitution du pouvoir — aux mencheviks et aux s.-r. ? Les membres de l'opposition répondaient :

« Nous considérons que la création d'un tel gouvernement est nécessaire pour prévenir toute effusion de sang ultérieure, la famine menaçante, l'écrasement de la révolution par les partisans de Kalédine, pour assurer la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée et la réalisation effective du programme de paix adopté par le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats. »

« En d'autres termes, il s'agissait de trouver par la porte soviétiste la voie menant au parlementarisme bourgeois. Si la révolution s'était refusée à passer par le Pré-parlement et s'était creusé son lit par Octobre, la tâche, selon l'opposition, consistait à sauver la révolution de la dictature en la canalisant dans le régime bourgeois avec le concours des mencheviks et des s.-r. Il ne s'agissait ni plus ni moins que de la liquidation d'Octobre. Il ne pouvait évidemment être question d'un accord à de telles conditions.

Le lendemain, 5 novembre, parut encore une lettre où se reflétait la même tendance :

« Je ne puis, au nom de la discipline du Parti, me taire quand des marxistes, contrairement au bon sens et en dépit de la situation, ne veulent pas tenir compte des conditions effectives qui nous dictent impérieusement l'accord avec tous les partis socialistes... Je ne puis, au nom de la discipline du Parti, m'adonner au culte de la personnalité, faire dépendre de la participation antérieure de telle ou telle personne au ministère un accord politique avec tous les partis socialistes, accord consolidant nos revendications fondamentales, et prolonger ainsi, ne serait-ce qu'un instant, l'effusion du sang. » (*Gazette ouvrière*, 5 novembre 1917).

L'auteur de cette lettre, Lozovsky, conclut en proclamant la nécessité de lutter pour le Congrès du Parti, afin de décider « si le P.S.-D.O.R. des bolcheviks restera le parti marxiste de la classe ouvrière ou s'il s'engagera définitivement dans une voie n'ayant rien de commun avec le marxisme révolutionnaire ».

La situation, en effet, paraissait désespérée. Non seulement la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, non seulement la « démocratie révolutionnaire » aux mains de laquelle se trouvaient encore de nombreuses organisations (Comité panrusse des cheminots, Comités d'armée, Fonctionnaires, etc.), mais aussi les militants les plus influents de notre propre Parti, des membres du C.C. et du Conseil des Commissaires du peuple, condamnaient publiquement la tentative du Parti de rester au pouvoir pour réaliser son programme. A un examen superficiel, la situation pouvait sembler désespérée. Accepter les revendications de l'opposition, c'était liquider Octobre. Mais alors, ce n'était pas la peine d'avoir accompli la révolution. Il ne restait qu'une chose à faire : aller de l'avant en comptant sur la volonté révolutionnaire des masses. Le 7 octobre, la *Pravda* publia une déclaration catégorique du C.C. écrite par Lénine, respirant l'enthousiasme révolutionnaire et renfermant des formules claires, simples, indiscutables, destinées à la masse du Parti. Cet appel dissipa définitivement tous les doutes sur la politique ultérieure du Parti et de son Comité Central.

« Honte à tous les hommes de peu de foi, à tous ceux qui hésitent, à tous ceux qui doutent, à tous ceux qui se sont laissés effrayer par la bourgeoisie ou par les clameurs de ces auxiliaires directs ou indirects ! Il n'y a pas l'ombre d'hésitation dans les masses des ouvriers et des soldats pétersbourgeois, moscovites et autres. Notre Parti, comme un seul homme, monte la garde autour du pouvoir soviétiste, veille aux intérêts de tous les travailleurs et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans pauvres. » (*Pravda*, 20 novembre 1917.)

La crise la plus aiguë dans le Parti était surmontée. Néanmoins la lutte intérieure ne cessait pas encore. Elle continuait de se dérouler sur la même ligne. Mais son importance politique diminuait de plus en plus. Nous trouvons un témoignage extrêmement intéressant dans un rapport fait par Ouritski à la séance du Comité de Pétrograd de notre Parti, le 12 décembre, au sujet de la convocation de l'Assemblée Constituante :

« Les divergences de vues dans notre Parti ne sont pas nouvelles. Elles suivent le même courant que, précédemment, dans la question de l'insurrection. Maintenant, certains camarades considèrent l'Assemblée Constituante comme le couronnement de la révolution. Ils raisonnent en petits bourgeois, ils demandent que nous ne commettions pas de manque de tact, etc., ils ne veulent pas que les bolcheviks membres de l'Assemblée Constituante en contrôlent la convocation, le rapport des forces, etc. Ils considèrent les choses d'un point de vue purement formel,